Revue Française de Civilisation Britannique

French Journal of British Studies

XXII-2 | 2017
The Brexit Referendum of 23 June 2016

Introduction

Karine Tournier-Sol

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/1318>

DOI : 10.4000/rfcb.1318

ISSN : 2429-4373

Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Référence électronique

Karine Tournier-Sol, « Introduction », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XXII-2 | 2017, mis en ligne le 30 mai 2017, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/1318> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfcb.1318>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Introduction

Karine Tournier-Sol

- 1 Le 23 juin 2016, 51,9% des Britanniques se sont prononcés par référendum pour le retrait de leur pays de l'Union européenne (UE). Ce résultat inattendu a fait l'effet d'un véritable séisme politique, non seulement au sein du Royaume-Uni, mais aussi dans le reste de l'Union européenne. La victoire du *Brexit* (contraction de l'anglais « *British Exit* ») apparaît comme l'ultime épisode d'une longue série illustrant la persistance d'un euroscepticisme britannique certes notoire, mais qui était largement resté théorique et rhétorique, et dont nul n'avait anticipé l'issue : le camp du *Remain* (maintien) était encore donné gagnant à la fermeture des bureaux de vote à 22h. Ainsi s'achèvent donc 43 ans d'une relation complexe entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.
- 2 Au delà de la surprise provoquée par le résultat du référendum, le vote a révélé une fracture profonde de la société britannique, et ceci à plusieurs niveaux : entre les différentes nations d'abord, puisque si l'Angleterre et le pays de Galles ont majoritairement voté pour le retrait (*Leave*), ce n'est pas le cas de l'Ecosse et de l'Irlande du nord qui se sont prononcées en faveur du maintien dans l'Union européenne ; entre les grands villes cosmopolites d'un côté, telles que Londres et Manchester, et de l'autre les régions plus rurales et les villes de taille moyenne ; entre les générations, puisque les jeunes ont voté à une écrasante majorité pour le *Remain* alors que les plus âgés ont voté pour le *Brexit* ; entre les électeurs les plus éduqués et ceux qui n'ont pas de diplômes ; entre les classes sociales enfin, les plus défavorisés ayant voté en faveur du *Brexit*.
- 3 Le choc du vote en faveur du *Brexit* s'est reflété dans le bouleversement du paysage politique britannique qu'il a entraîné : démission de David Cameron au lendemain du scrutin, retour de la question de l'indépendance de l'Ecosse sur le devant de la scène, démission du leader du *UK Independence Party* (UKIP) Nigel Farage, motion de défiance contre le leader de l'opposition travailliste Jeremy Corbyn (réélu haut la main avec près de 62% des voix en septembre 2016), et arrivée au pouvoir d'un nouveau Premier ministre, Theresa May. Si aucun de ces éléments n'est en lui-même inédit, leur conjonction sur un laps de temps aussi court constitue un phénomène sans précédent au Royaume-Uni depuis 1945¹.

- 4 Après avoir répété pendant plusieurs mois qu'elle entendait bien respecter le vote des électeurs (« *Brexit means Brexit* ») sans toutefois donner davantage d'indices sur les modalités de ce *Brexit*, Theresa May a clairement indiqué dans son discours du 17 janvier 2017 que son gouvernement avait fait le choix d'un *hard Brexit* : le Royaume-Uni renonce donc au marché unique, et à son corollaire de la libre circulation des personnes, dans le but de reprendre le contrôle de l'immigration issue de l'Union européenne – une préoccupation qui apparaît comme l'un des arguments majeurs du vote *Brexit*.
- 5 Le Premier ministre britannique avait déjà annoncé que le Royaume-Uni activerait l'article 50 du traité de Lisbonne qui déclenchera son retrait de l'Union européenne d'ici fin mars 2017. Son gouvernement avait d'ailleurs tenté de s'affranchir d'un vote du Parlement britannique pour lancer cette procédure – vote qu'il s'est finalement vu contraint de solliciter suite à l'arrêt de la Cour Suprême du 24 janvier 2017. Lors du vote en deuxième lecture qui s'est tenu le 1^{er} février 2017, les députés de la Chambre des Communes ont entériné le verdict populaire à une écrasante majorité², bien que celui-ci aille à l'encontre de leurs convictions personnelles, puisque 479 députés sur 650 avaient soutenu le *Remain* lors du référendum³.
- 6 Le Royaume-Uni devrait donc officiellement quitter l'UE au plus tard en mars 2019, à l'issue des deux ans prévus par l'article 50. Les répercussions de ce retrait sur le Royaume-Uni, mais aussi sur l'Union européenne, sont difficiles à mesurer avec précision puisque le *Brexit* n'est pas encore une réalité. Tout dépendra des résultats des négociations entre le gouvernement britannique et les 27 Etats-membres, qui définiront les modalités de ce divorce.
- 7 L'objectif de ce numéro de la *Revue Française de Civilisation Britannique* est d'analyser la campagne référendaire et de décrypter le vote des Britanniques pour tenter d'en comprendre les raisons, et donc par la même occasion le caractère inattendu.
- 8 Il s'agira dans un premier temps de mettre le référendum du 23 juin 2016 en perspective – une perspective historique d'abord, avec l'article de Richard Davis consacré à la période 1955-1975, et qui rappelle que si le terme d'euroscepticisme est récent, le phénomène, lui, n'est pas nouveau, et remonte aux débuts de la construction européenne. L'article revient sur le premier référendum du 5 juin 1975 sur l'appartenance du Royaume-Uni à ce qui était à l'époque la Communauté économique européenne (CEE), et montre que les *Anti-Marketeers* des années 1970 sont en fait les ancêtres des eurosceptiques d'aujourd'hui.
- 9 Dans l'article suivant, Christian Auer s'interroge sur la pertinence du recours à l'outil référendaire sur une question qu'il juge trop complexe pour être soumise au verdict des électeurs qui n'ont pas les compétences pour faire un choix éclairé, et se sont donc plus vraisemblablement déterminés en fonction de facteurs plus subjectifs ou émotionnels.
- 10 La seconde partie de l'ouvrage est consacrée à la campagne référendaire, et plus particulièrement au rôle de ses différents acteurs, que ce soit dans la sphère politique bien sûr, mais aussi syndicale et médiatique.
- 11 Pauline Schnapper analyse la campagne du *Remain*, menée par David Cameron, et explique pourquoi elle a échoué à convaincre une majorité d'électeurs. Elle montre que le Premier ministre a sous-estimé l'ampleur du climat général d'euroscepticisme dans le pays, renforcé par les différentes crises rencontrées par l'UE depuis 2008. En outre, elle estime que l'efficacité de la campagne a été entravée par des facteurs politiques et des erreurs tactiques qui ont profité au camp du *Leave* et ont conduit à sa victoire.

- 12 L'article suivant se concentre sur les députés conservateurs qui ont fait campagne pour le *Brexit*. Agnès Alexandre-Collier montre que l'euroscpticisme au sein du parti conservateur a évolué, parce que les députés conservateurs ont changé de manière radicale. Ainsi dessine-t-elle le nouveau visage de l'euroscpticisme conservateur à la Chambre des Communes, en examinant plus spécifiquement la cohorte des nouveaux députés élus en 2015, leur plus grande représentativité par rapport à leur électorat ainsi que leur comportement parlementaire.
- 13 L'article de Karine Tournier-Sol poursuit l'exploration du camp du *Leave* en analysant le rôle du UKIP dans la victoire du *Brexit*, qui marque la consécration du combat originel du parti. Elle montre que si le UKIP ne peut pas être considéré comme le principal artisan du *Brexit*, les liens entre le vote *Leave* et le vote UKIP contribuent à éclairer le résultat du référendum et la nature de la fracture dont il témoigne au sein de la société britannique.
- 14 Houcine Msaddek examine ensuite l'évolution de la position des syndicats britanniques entre le premier référendum de juin 1975 et celui de juin 2016 : d'une opposition radicale à la CEE en 1975, le mouvement syndical s'est converti à une position résolument pro-européenne en 1988 avant de revenir à une forme d'euroscpticisme réformiste qui s'oppose à une Europe libérale. L'article évoque d'ailleurs la campagne pour un *Brexit* de gauche au référendum de 2016, le *Lexit* (contraction de *Left* et *exit*). L'auteur montre que l'évolution de la position des syndicats est le fruit d'une stratégie de repositionnement dans le rapport de forces vis-à-vis des partis de gouvernement, et en particulier du parti travailliste.
- 15 L'article suivant analyse le traitement de la campagne référendaire par la presse en s'appuyant sur trois quotidiens nationaux aux lectorats et aux tendances politiques différentes (*The Guardian*, *The Daily Telegraph*, *The Daily Mail*). Karine Rivière-De Franco s'interroge notamment sur les différentes manifestations et expressions de la crise identitaire que l'enjeu européen a engendrée chez ces quotidiens britanniques, et la manière dont ils y ont fait face.
- 16 La troisième partie de ce numéro de la RFCB se concentre sur certains des enjeux du référendum et des arguments évoqués pendant la campagne.
- 17 Parce que la souveraineté a été l'un des arguments majeurs des partisans du *Leave*, Juliette Ringeisen-Biardeaud s'interroge sur le concept de souveraineté parlementaire. Elle montre que celui-ci a été instrumentalisé par les *Brexiters* et que le débat a été présenté de façon simpliste sous la forme du slogan « *Let's take back control* ». Elle interroge les tensions potentielles entre souveraineté parlementaire et souveraineté populaire entraînées par le recours au référendum. Elle apporte également un éclairage essentiel sur le débat autour du déclenchement de l'article 50 du traité de Lisbonne par le gouvernement britannique, et envisage le degré de souveraineté que le Royaume-Uni peut espérer recouvrer suite à sa sortie de l'Union européenne.
- 18 L'article suivant poursuit cette réflexion sur l'argument de la souveraineté en l'envisageant cette fois d'un point de vue libéral et même libertarien. Alicia-Dorothy Mornington analyse le discours des *Brexiters* et montre de quelle manière ceux-ci se sont érigés en défenseurs du libéralisme, par opposition au pouvoir considéré comme despotique de Bruxelles. Elle met en évidence la manière dont la théorie libertarienne a été détournée par le UKIP, qui en a fait un outil antisystème. Elle souligne les contradictions inhérentes à l'utilisation par les partisans d'un retrait de l'UE de la pensée

libérale et libertarienne, dont elle estime qu'elle aurait pu être invoquée pour renforcer la campagne du *Remain*.

- 19 L'article qui suit étudie la place de l'Anglosphère, souvent présentée comme une alternative à l'Union européenne par certains partisans du *Brexit*, dans la campagne référendaire. Ben Wellings explique que si elle a joué un véritable rôle dans la campagne, c'est moins en tant que concept unitaire que par ses éléments constitutifs, en l'occurrence les Etats-Unis, le Canada et l'Australie.
- 20 Nicholas Sowels se penche sur la dimension économique, principal argument du camp du *Remain*. Il tente d'évaluer l'impact, encore très incertain, du *Brexit* sur le secteur financier. L'article montre que cela pourrait entraîner des conséquences considérables, non seulement pour le Royaume-Uni mais aussi pour l'Union européenne, dans un climat international jugé plus incertain suite à l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis.
- 21 La quatrième et dernière partie de ce numéro est consacrée aux nations périphériques du Royaume-Uni. Parce que le référendum a abouti à un résultat discordant entre les quatre nations, il (re)pose la question de l'unité et de la pérennité du Royaume-Uni.
- 22 L'article de Moya Jones traite du pays de Galles, qui a voté comme l'Angleterre pour sortir de l'Union européenne. A priori, ce choix peut paraître surprenant au vu des fonds européens dont a bénéficié le pays de Galles depuis 40 ans. Moya Jones expose les facteurs qui expliquent ce résultat, dont elle considère qu'il était en fait prévisible, et souligne la spécificité du pays de Galles par rapport à l'Ecosse et à l'Irlande du nord.
- 23 L'article suivant étudie le cas de l'Ecosse, qui s'est prononcée pour rester dans l'UE, à la différence de la majorité des électeurs du pays. Edwige Camp estime que cette divergence était prévisible puisque la plupart des représentants politiques écossais avaient fait campagne pour le *Remain*. Alors que le *Scottish National Party* (SNP) a saisi cette opportunité pour relancer le débat sur l'indépendance de l'Ecosse et l'organisation d'un second référendum, l'article explique que les Ecossais pourraient avoir à choisir entre deux unions – le Royaume-Uni et l'Union européenne.
- 24 Enfin, le dernier article examine le cas de l'Irlande du nord, qui, comme l'Ecosse, a voté en majorité pour le maintien dans l'Union européenne. Carine Berbéri se concentre sur les deux questions bien spécifiques soulevées pendant la campagne par l'éventualité d'un *Brexit* : celle de la stabilité politique de la Province d'abord, que les partisans du *Remain* craignaient de voir fragilisée par un retrait ; et celle de la frontière terrestre avec la République d'Irlande, membre de l'Union européenne.
- 25 A ce stade, on ne peut que constater que l'avenir semble encore bien incertain et que tout reste à jouer lors des négociations qui se tiendront entre le gouvernement britannique et les 27 Etats-membres. Huit mois après le référendum, on peut cependant d'ores et déjà observer que le Royaume-Uni semble se diriger vers un retrait plus radical que ce qui avait été pressenti au lendemain du 23 juin 2016.
- 26 Ce numéro a été achevé le 28 février 2017.
- 27 *Le numéro a été mis en forme avec le logiciel LODEL par Alice Byrne, Shirley Doulière et John Mullen*

NOTES

1. Simon Usherwood, *Brexit: Six months on*, The UK in a Changing Europe, Political Studies Association, p. 13. Disponible en ligne : <http://ukandeu.ac.uk/wp-content/uploads/2016/12/Brexit-Six-months-on.pdf>
 2. Par 498 voix contre 114. Vote confirmé en troisième lecture le 8 février 2017 par 494 voix contre 122.
 3. BBC News, "EU vote: Where the cabinet and other MPs stand", 22 juin 2016. Disponible en ligne : <http://www.bbc.com/news/uk-politics-eu-referendum-35616946>
-

AUTEUR

KARINE TOURNIER-SOL

Université de Toulon, Laboratoire Babel EA 2649